

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 207 07 2024

Mis en ligne le 21.08.2024

Transmis le 21.08.2024

ARRÊTÉ AUTORISANT LE REMPLACEMENT D'ENSEIGNES AVEC PRESCRIPTIONS
AU NOM DE LA COMMUNE DE LOURDES

Demande déposée le : 19/07/2024	
Par :	SAS B&B HOTELS / Madame CHARLES Marine
Numéro d'autorisation préalable	AP 065286240019
Sur un terrain sis :	5 avenue du Général Baron Maransin, cadastré BY 5
Nature des Travaux :	Remplacement de 7 enseignes lumineuses

Le Maire ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Patrimoine ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L581-1 et suivants et R581-1 et suivants ;

Vu le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n°7 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en date du 16 décembre 2020 approuvant le Site Patrimonial Remarquable (SPR) de la ville de Lourdes ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Sismiques de la commune de Lourdes approuvé par arrêté préfectoral en date du 13/11/2023 ;

Vu la demande d'autorisation préalable déposée le 19/07/2024 par la SAS B&B HOTELS représentée Madame CHARLES Marine, demeurant 9 rue du Général Paulet 29200 BREST;

Vu l'objet de la demande portant sur Le remplacement, sis à Lourdes, 5 avenue du Général Baron Maransin de 7 enseignes lumineuses comme suit :

Façade 1 :

- 2 enseignes lumineuses parallèles à la façade composées d'un double caisson rond avec lettres découpées en creux, de fond noir et vert et lettres blanches et vertes ;
- 1 enseigne drapeau lumineuse de fond noir et vert et lettres blanches et vertes ;

Façade 2 :

- 1 enseigne lumineuse parallèle à la façade composée d'un double caisson rond avec lettres découpées en creux, de fond noir et vert et lettres blanches et vertes ;

Façade 4 :

- 2 enseignes lumineuses parallèles à la façade composées d'un bandeau de fond noir et vert et lettres blanches et vertes :

Toiture :

- 1 enseigne lumineuse composée de lettres découpées vertes

Vu l'avis, ci-joint, favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France, service Départemental d'Architecture et du Patrimoine en date du 24/07/2024 ;

Considérant qu'aux termes de l'article R581-16 - II - 1° du code l'environnement, « l'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L 581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police : 1° - Après accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords en application de l'article L 621-30 du code du patrimoine ou situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L 631-1 du code du patrimoine » ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable,

Considérant qu'en application du Plan de Prévention des Risques sismiques susvisé, les éléments non structuraux d'un bâtiment doivent prendre en compte des mesures techniques préventives spécifiques,

ARRÊTE

Article 1 :

L'autorisation préalable est ACCORDÉE à la SAS B&B HOTELS représentée Madame CHARLES Marine sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles 2 et 3.

Article 2 :

Les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France, annexées au présent arrêté, devront être prises en compte et strictement respectées, à savoir que :

- sous réserve de supprimer les enseignes n°3 sur le pignon et n° 6 sur le toit ;
- sous réserve que les lettres ne soient pas lumineuses.

Article 3 :

Un contreventement diagonal ancré dans la structure porteuse du bâtiment devra renforcer la fixation murale de chaque enseigne.

Article 4 :

Une autorisation d'occupation du domaine public (si nécessaire) devra être demandée en mairie, 10 jours minimum avant le début des travaux des remplacements des enseignes.

Article 5 : Au terme du remplacement des enseignes, la SAS B&B HOTELS représentée Madame CHARLES Marine communiquera au service urbanisme de la mairie, les éléments permettant d'attester l'achèvement des travaux, ainsi que du respect des prescriptions émises aux articles 2 et 3.

Article 6 : Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 :

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.



Fait à Lourdes, le 29/07/2024

Pour le Maire empêché,

Le 1^{er} adjoint,
Philippe ERNANDEZ

Notifié le 01/08/2021.....
 Par courrier recommandé envoyé le 01/08/2021
 Par remise en main propre
 Par mail envoyé le

Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

